

La Presse

I . La Presse. 1837-03-24.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

VENDREDI, 24 MARS.

ANNÉE 1837. — N° 254.

Les Abonnements datent
des 1 et 15 du mois.
On s'abonne à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

LA PRESSE

PRESSE ÉTRANGÈRE.

VIENNE, 15 mars. — Le général autrichien, baron de Marshall est parti aujourd'hui pour Schwerin. Il est chargé de féliciter le nouveau duc régnant, sur son avènement, au nom de S. M. — M. le président Munch-Bellinghousen compte partir pour Francfort aussitôt que l'état de sa santé le lui permettra.

14 mars. — On ne sait pas encore positivement si l'ambassadeur français, comte de Saint-Aulaire, profitera, dès le printemps prochain, du congé qu'il a obtenu de son gouvernement. M. Munch Bellinghousen est rétabli. Il se dispose à partir pour Francfort. Des lettres de Constantinople ne parlent point du projet du sultan de se rendre à Silistrie; ainsi la nouvelle donnée par une lettre de Bucharest paraît dénuée de fondement. (Gazette d'Augsb.)

FRANCE. — PARIS, 23 mars.

Dès la première page de ses explications, M. le maréchal Clausel n'a-t-elle ni ne dissimule les accusations dont il se plaint. — Incapacité comme gouverneur; — incapacité comme général; — imprévoyance; — légèreté; — spoliations arbitraires; — improbité; — marchés scandaleux; — inhumanité; — lâcheté...

En répétant lui-même cette longue série d'accusations en les plaçant, au front de son livre, M. le maréchal Clausel s'est mis dans le cas de provoquer la vérité toute entière et sur la question d'Alger et sur sa position personnelle, sur ce double fait étroitement lié. Voyons comment il procède, comment il justifie ce programme; il dit :

- 1° J'expliquerai quels étaient mes vues et mon système sur la colonie d'Alger.
- 2° Je donnerai les motifs de l'expédition de Mascara et de Tlemcen;
- 3° J'exposerai dans tous ses détails l'affaire de Constantine, et je répondrai à toutes les accusations auxquelles elle a donné lieu;
- 4° Je montrerai comment l'administration d'Alger a manqué d'unité, de force et de justice.
- Ces quatre points éclaircis, j'aurai donné à la France une connaissance exacte des grands faits qui l'intéressent et qui sont pour elle la véritable question à résoudre, indépendamment des hommes qui s'y sont trouvés mêlés.
- Ensuite je passerai aux faits qui me sont plus personnels.
- 5° Je ferai le compte exact et le récit exact de la contribution de Tlemcen, et de la mission de M. Baudet;
- 6° Je rendrai à toute sa vérité l'affaire de M. le général de Rigny;
- 7° Je donnerai la valeur et le nombre de mes propriétés, je fournirai les actes en vertu desquels je les ai acquises.

OCCUPATION, COLONISATION D'ALGER.

Voilà le titre et le sujet du premier chapitre des explications de M. le maréchal Clausel. Il y expose d'abord les motifs qui ont déterminé sa conviction au sujet de la conservation d'Alger, motifs basés sur la dignité de la France, sur la manifestation bien nette de l'esprit public, et sur nos intérêts commerciaux dans la Méditerranée, au moment où cette mer appelle l'attention et éveille l'ambition de toutes les puissances de l'Europe.

Certainement la possession d'Alger, en face de notre littoral européen, d'un littoral africain non moins étendu, notre position sur les deux flancs de la Méditerranée, indépendamment des richesses que renferme un sol dont Rome fit jadis un de ses greniers d'abondance, cette possession et cette position constituent des avantages que la France veut maintenir; mais pour cela deux systèmes sont en présence. Lequel suivre?

Dans l'esprit de M. le maréchal Clausel, les idées d'occupation et de colonisation s'appuyaient sur la conquête, sur de nouvelles expéditions, sur un plus large déploiement de forces; selon son opinion :

« Il fallait se porter en avant, à droite, à gauche, posséder des centres principaux d'action; entre ces points principaux, des points intermédiaires pour les lier les uns aux autres : il fallait couvrir la régence d'un réseau de garnisons et de camps qui ne permirent pas aux populations de se rassembler tumultueusement, qui ne laissassent pas un champ ouvert et libre à tous ceux qui voudraient y venir semer la révolte; il fallait maintenir le pays complètement.

« Et qu'on ne pense pas que pour arriver à ce but on eût besoin d'efforts prodigieux, de dépenses énormes et constantes; il suffisait de deux campagnes entreprises avec les forces nécessaires, poursuivies avec la volonté de faire sincèrement ce qu'on dit toujours vouloir faire, et ce qu'on ne fait jamais; et la colonie maîtrisée, soumise, tranquille, se serait gardée avec le même nombre d'hommes qui, aujourd'hui, ne peuvent empêcher quelques Kaballes errants de venir assassiner, jusqu'aux portes de nos villes.

« Et d'abord, dans la province d'Oran, je voulais que nous eussions en notre puissance Mascara, ville fortifiée, qui devait servir de refuge aux ambitieux auxquels il plairait de combattre notre puissance; Tlemcen, qui tient la clef de tout le commerce de la province; Oran, pour le service de la mer; et pour compléter ces positions, Mostaganem, Callak, Massagran, le camp de la Tafna et le camp du Sig, avec une colonne mobile de cinq mille hommes. Cela fait, cette province était enveloppée, dominée, soumise. Mascara en notre possession, Abd-el-Kader ou tout autre était rejeté dans le désert; ce n'était plus qu'un chef d'Arabes errants. Tlemcen dans nos mains, il ne recevait plus ni armes, ni munitions, ni secours d'hommes de Maroc, et tous les efforts de cette puissance jalouse mouraient faute de pouvoir arriver jusqu'aux Arabes.

« Dans la province d'Alger et de l'Alger, je voulais avoir, outre Alger et les postes entre cette ville et la ligne de Blida, la ligne de Blida à Coleah, deux postes avancés au versant du col de Teneah, Medeah et Miliana; dans la province de Constantine, Bougie, Bone, le camp Clausel, la Calle et Constantine, 40,000 hommes suffisaient pour les deux campagnes, 50,000 pour ces occupations, et, deux ans après, 20,000 hommes dominaient complètement la régence.

« Alors l'Algérie devenait une vraie province française; alors la colonisation n'était plus une affaire de gouvernement, elle venait toute seule.

L'application entière et franche d'un plan nettement formulé en eût garanti le succès; mais aux deux époques où M. le maréchal Clausel a exercé les fonctions de gouverneur-général du nord de l'Afrique, a-t-il posé de même ses conditions; en a-t-il fait au cabinet un motif d'acceptation ou de refus. N'a-t-il pas accepté plus ou moins les tergiversations, les demi-mesures qu'il reproche au ministère, les subissant à son départ de la France, pour chercher à s'en affranchir sur le sol de l'Afrique, pour demander à l'indépendance, aux circonstances, aux nécessités du jour, cette indépendance, cette carte blanche que jadis Turenne et le chevalier de Forbin exigeaient d'avance des ministres de Louis XIV.

La conduite de M. le maréchal Clausel s'est chargée de répondre à cette question; la réponse ressort de tous les actes de son administration, comme de toutes les pages de sa brochure.

Ainsi on peut admettre avec M. le maréchal Clausel qu'il y eût urgence à venger l'échec subi à la Macia par le général Trezel, on peut admettre qu'il y eût urgence à punir Abd-el-Kader, à briser l'essor d'une autorité naissante et déjà dangereuse, à le réduire à n'être plus qu'un chef de tribus nomades; pourtant telle n'était point la pensée du général Desmichels, dont la prévoyance avait calculé tous les avantages de conventions se résument sur une seule tête, dans un homme; mais

quoi qu'il en soit de ces deux plans, sur lesquels nous reviendrons, en admettant l'opinion de M. le maréchal Clausel, l'expédition de Mascara a-t-elle produit les résultats qu'on avait le droit d'en attendre?

Venger une défaite, obtenir un avantage brillant, mais passer, balayer les hordes d'Abd-el-Kader, avec une armée française dans laquelle se trouvait le prince royal, et tout cela pour aboutir à la ruine d'une cité, dans un pays, au milieu d'un peuple que nous appelons barbare, nous, les fils aînés de la civilisation, emmener avec soi, comme des transfuges, les indigènes qui s'étaient prononcés et compromis en notre faveur; voilà un fait qui n'a pas été relevé avec assez de sévérité, et qui seul suffisait pour nous nuire en Afrique, pour y affaiblir le prestige de nos armes et l'influence du nom français. Dans l'intérêt de la colonisation, il faut en demander compte à M. le maréchal Clausel qui n'en parle pas dans ses explications.

En revanche, un chapitre entier est consacré à Tlemcen. Cette citadelle se trouvait défendue, contre Abd-el-Kader par des turcs et des couloulis nos alliés. M. le maréchal Clausel prétend que pour la délivrance de Tlemcen, comme pour l'expédition de Mascara, comme plus tard pour celle de Constantine, il y avait eu irrésolution dans le ministère.

Ce même reproche, M. le maréchal Clausel le formule pour la marche suivie depuis six ans à l'égard de la question d'Alger; il ajoute, il est vrai, que les ministres, voyant que la commission du budget (session de 1836) était défavorable à l'Afrique en général, la plus grande part de la responsabilité pesa sur lui seul. Plus tard, le maréchal Clausel déclara accepter, vis à vis de la chambre, la responsabilité de l'expédition de Tlemcen, mais en se réservant de contester l'autorisation donnée au gouverneur-général.

Ce fut le premier acte de ce système timide, qui consistait, dit le maréchal, à me charger d'exécuter des ordres, toujours complets verbalement, mais que l'on se réservait, dans les dépêches officielles, de rendre obscurs, incohérents, quelquefois même douteux, par les plus machiavéliques réticences.

S'il en a été réellement ainsi, pourquoi garder un commandement illusoire? pourquoi surtout accepter la terrible responsabilité de l'expédition de Constantine, même avec l'espérance de la voir justifiée par le succès?

EXPÉDITION DE CONSTANTINE.

Ici s'ouvre la partie la plus difficile des explications de M. le maréchal Clausel.

Son système avait obtenu la sanction de M. Thiers, alors président du conseil, qui, adoptant la nécessité de conquérir pour conserver, une fois fixé sur le but, approuva les moyens, et promit, après avoir satisfait aux demandes du gouverneur-général en hommes et en matériel, de lui accorder en sus le concours de dix mille hommes, si ce surcroît de forces devait compléter le triomphe.

Après une telle promesse, M. le maréchal Clausel n'hésita plus à exprimer toute sa pensée, et dans une entrevue avec M. le ministre de la guerre, il demanda :

« 50,000 hommes de troupes françaises, 3,000 hommes de troupes indigènes régulières, 4,000 hommes de troupes indigènes irrégulières, soldes seulement pendant l'expédition de Constantine; 50,000 hommes d'effectif réel, c'est-à-dire 50,000 hommes valides, non employés au service des hôpitaux ou de l'administration; 50,000 combattants enfin. »

Troupes et matériel devaient, d'après les demandes formelles de M. le maréchal Clausel, être arrivés en Afrique le 15 septembre. En attendant, 3,000 hommes devaient être envoyés à Bone pour se porter sur Guelma, point de départ de l'expédition. Enfin M. le comte Clausel réclamait les sommes nécessaires pour couvrir de tous les renseignements, et pour gagner à la France le plus grand nombre de chefs influents.

Tout fut promis avec quelques réserves sur la distinction établie entre l'effectif général et l'effectif réel, mais le directeur-général du personnel de la guerre, présent à cette discussion, leva cette difficulté en disant que l'on compléterait un effectif général de 33,000 hommes.

Cependant M. le maréchal Clausel partit de Paris; un changement de cabinet s'opéra; au milieu des convulsions d'un ministère expirant, et des embarras qui accompagnaient la naissance d'un nouveau ministère, le maréchal ne vit pas se réaliser les promesses qu'on lui avait faites. Trois mille hommes n'allèrent pas s'emparer de la position de Guelma, tout fut remis en question, et le temps s'écoulait avec la saison favorable, et le découragement se mettait dans l'armée, et le bey Achmet, revenu de ses terreurs, marchait sur Bone, attaquait le camp de Drean, et châtiait les tribus dévouées à la France.

M. le gouverneur-général envoya à Paris son aide-de-camp M. de Rancé, avec la mission de réclamer 10,000 hommes pour le 15 octobre. Le ministère répondit à M. de Rancé que le maréchal avait les 30,000 soldats demandés. M. de Rancé parla des 5,000 hommes de troupes indigènes régulières, de 4,000 indigènes irréguliers; on lui répondit toujours : « Vous avez les 30,000 hommes demandés. »

Dans ses diverses conférences avec les ministres, ajoute M. Clausel, M. de Rancé avait laissé entendre que je pourrais donner ma démission si l'on me refusait les secours qui m'avaient été promis, et surtout si l'on renouait à l'expédition de Constantine. Ce fut sans doute pour cela que le conseil des ministres arrêta qu'après m'avoir refusé tous ces secours, il enverrait M. le général Damrémont à Alger, avec les pouvoirs nécessaires pour recevoir ma démission et me remplacer dans le gouvernement de la colonie. En même temps M. de Rancé reçut l'ordre de repartir avec ce général, et voici les paroles qu'il me rapporta de la part de M. le ministre de la guerre :

« Dites bien à M. le maréchal que je suis persuadé, que tout le ministère est entièrement convaincu que l'expédition peut se faire avec les moyens que le gouverneur-général tient aujourd'hui à sa disposition. Dites-lui que nous regardons comme utile, comme nécessaire que cette expédition ait lieu. Dites-lui bien enfin que, comme ministre de la guerre, je le presse vivement de la faire, et que, comme général Bernard, qui ai toujours été et qui suis toujours sincèrement attaché au maréchal Clausel, je désire vivement qu'il la fasse. Entendez-vous, M. de Rancé, dites-lui bien cela. »

Au langage que lui rapporta M. de Rancé, le maréchal n'hésita plus; il ne voulut pas laisser à un autre l'exécution d'une entreprise dangereuse; il craignait de compromettre la dignité de la France aux yeux de l'Afrique et du monde entier. Il écrivit d'abord au ministre de la guerre pour bien expliquer sa position, pour dire qu'en acceptant la responsabilité qu'on lui envoyait, il ne se laissait point tromper à toutes les menées par lesquelles on avait contrecarré ses projets.

Le reste, l'hésitation devenait presque impossible; l'arrivée de M. le duc de Nemours ne permettait plus de différer.

En mentionnant ce fait, M. le maréchal Clausel se plaint amèrement du mauvais état des moyens de transport mis à sa disposition; je n'aurais pas prévu, dit-il, que l'on ne trouverait pas dans toute la

France trente-trois prolonges que je demandais instamment, et que je n'obtiendrais que le matériel usé de l'ancienne expédition de Morée.

Nous ne suivrons pas plus loin les explications de M. le maréchal Clausel.

Quant aux circonstances ultérieures de l'expédition de Constantine, aux événements qui en préparèrent la déplorable issue, tout est connu; et les explications de M. le maréchal Clausel ne font que nous confirmer dans l'opinion que nous avons souvent émise sur la question d'Alger.

Cette opinion se fortifie encore en nous de l'examen du travail consciencieux de M. Desjobert.

L'honorable député de la Seine-Inférieure n'est pas allé en Afrique; mais il a recueilli tous les documents, étudié tous les ouvrages, mémoires anciens et nouveaux, consulté les hommes compétents; et après avoir rapproché ces opinions si diverses, après avoir approfondi la question sous toutes ses faces, il a écrit un volume qui se résume dans une conclusion diamétralement opposée à celle de M. le maréchal Clausel.

M. Desjobert n'est nullement partisan de la colonisation; il nie que le génie français ait l'instinct, et il condamne par conséquent le système suivi depuis sept ans au milieu de ces changements fréquents qui ont expédié à l'Afrique neuf gouverneurs successifs.

C'est l'occupation restreinte à quelques points maritimes, pour laquelle se prononce M. Desjobert. Peut-on le faire aujourd'hui? Des entreprises accomplies, des engagements pris, des existences compromises, de graves intérêts en jeu, sans parler du sang qui a coulé, tout cela nous permet-il de revenir sur le passé, de franchir d'un bond sept années d'épreuves, de combats, d'efforts, de sacrifices, pour agir comme on pouvait le faire en 1830, après le châtiment infligé au dey d'Alger, après avoir puni un chef de forbans qui avait osé insulter la France.

Entre le système de la colonisation par la conquête, comme l'entend M. le maréchal Clausel, et l'occupation restreinte, telle que la résume M. Desjobert, il faut que le gouvernement se prononce. Une fois décidé pour un système, les prévisions du budget de l'Afrique doivent être fixées en raison des besoins.

Mais on ne saurait trop le recommander, que ce budget soit normal et invariable; que le chiffre des fonds ne change pas plus que le chiffre des soldats nécessaires à la réalisation du plan adopté. Alors, et seulement alors, nous sortirons de cet état d'incertitudes, de tâtonnements et d'expériences, qui nous a coûté tant d'hommes et tant de millions.

Notre direction politique et militaire prendra une consistance dont le manque nous a nui dans l'esprit des indigènes; nous entrerons enfin dans une voie que la France approuvera : car la France s'est hautement prononcée : elle veut conserver Alger et elle le doit.

SOUSCRIPTION EN FAVEUR DES OUVRIERS DE LYON,

ouverte dans les bureaux de la Presse.

Journée du 23 mars.

	Report.	3,250
M. de Gasparin, ministre de l'intérieur.	500	
Amédée Couder, dessinateur pour les manufact., rue Cadet, 24.	50	
Ses ateliers.	100	
M. Véron.	100	
Un anonyme.	200	
Les employés du journal le Musée des Familles.	10	
Sausine.	5	
Ernest Charton, élève de M. Ziegler.	2	30
Amélie Charton, élève de M. Bouchardy, professeur de piano.	2	30
Bouglé frères, rue Chabrol, 42.	100	
Tirouillet fils aîné et ses employés, rue des Mauvaises-Paroles, 12.	41	50
Gervais, rue de la Victoire, 42.	15	
Un ancien employé.	50	
Lanavit, négociant en draperie, rue des Mauvaises-Paroles, 17.	10	
Emerique, Palais-Royal, 20.	20	
Collier, rue Grange-Batelière, 7.	50	
Mme veuve Collier.	10	
Mme Carnevillier, brocheuse.	10	
Mme Boiste, rue Beaujolais, 7.	5	
Un abonné de la Presse.	10	
A. D.	10	
M. de Vetry, député.	40	
Huré, rue Montmartre, 27.	20	
Mlle Desiré Mauger.	20	
Droz, rue Favart, 12.	20	
Mme veuve Valton.	15	
M. Jules Valton.	10	
Un anonyme.	10	
M. Lambert, rue Port-Mahon, 12.	5	
Edouard Goupil, faubourg Poissonnière, 52.	20	
M. Louis Clémann, avocat.	25	
M. Clémann.	25	
Un habitant de Bourg-la-Reine.	10	
Habert, rue Laffitte, 42.	10	
Monnier, député du Jura.	100	
Alphonse Grand-Boulogne.	15	
Un abonné de la Presse.	25	
Dr Doin, Bourbon-Villeneuve, 52.	10	
Huin, avocat, rue de Verneuil, 17.	5	
Charles Poirson, directeur du théâtre du Palais-Royal.	20	
Chambellan et Duché.	100	
J. E. C.	10	
Mme B.	20	
Mlle Pauline.	5	
M. Massé, rue de Tracy, 4.	10	
Louis Richer, compositeur.	1	
Maurice Cerf, prote chez MM. Durtubie et Worms.	1	
Félix Dufaur.	2	
Adolphe et Alphonse Catin, caissiers de la papeterie d'Esnonne.	10	
Mlle A. Regley, salon littéraire, place St-Germain-l'Auxerrois, 45.	5	
Total.	4,980	50

A M. Emile de Girardin, député.

Paris, le 25 mars.

Monsieur,
J'ai reçu avec la lettre que vous m'avez adressée la somme de 5,250 fr., produit de la souscription ouverte dans les bureaux de la Presse, en faveur des ouvriers lyonnais, et je me suis empressé de la transmettre, dès aujourd'hui, à M. le préfet du Rhône, comme étant celui qui pouvait le mieux distribuer ce secours aux malheureux qui habitent les quatre communes dont se compose la grande cité lyonnaise.

Comme ministre de l'intérieur et comme ancien préfet du Rhône, je ne puis que vous remercier d'avoir attiré les regards du public sur des malheurs qui sont trop étendus pour que la bienfaisance puisse les soulager tous, mais qui seront adoucis par la pensée de la sympathie qu'ils excitent.

Permettez-moi, Monsieur, de m'associer à votre bon cœur, et

veuillez bien m'inscrire pour cinq cents francs au nombre de vos souscripteurs.
Veuillez bien recevoir l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le pair de France, ministre de l'intérieur,
GASPARIN.

Le *Réparateur*, journal de Lyon, s'exprime ainsi à la date du 20 mars :
« La détresse de la classe ouvrière est toujours la même dans notre ville; les commandes des Etats-Unis, qui alimentent ordinairement la fabrique à l'approche du printemps, ont manqué totalement cette année, et les métiers restent inoccupés. Il est facile de comprendre à quelle extrémité se trouvent réduits de pauvres ouvriers qui n'ont que le travail de leurs mains pour soutenir leur famille, après un hiver devenu plus rigoureux encore par l'invasion d'une épidémie qui a sévi surtout parmi les nécessiteux. Les secours envoyés par la famille royale, et les commandes faites par le gouvernement, ont été comme une goutte d'eau pour apaiser une soif brûlante : à peine cela a-t-il procuré du travail à quelques bras pendant quelques jours; les distributions de MM. les curés, le produit des quêtes à domicile ont, il est vrai, adouci quelques souffrances; mais le nombre de ceux qui souffrent est si grand que ces ressources sont insuffisantes. Il faudrait pouvoir donner du travail à cette multitude d'ouvriers que le malheur des temps condamne depuis plusieurs mois à l'inaction, et qui n'en est pas moins obligée de subvenir à des besoins pressants et impérieux.
« Les hommes qui nous gouvernent ne s'occupent pas de porter remède à cet état de choses véritablement alarmant; cependant, si l'on n'y fait attention, la prospérité de la seconde ville du royaume déjà menacée, peut être sérieusement compromise. »

Le rapport sur le projet de loi relatif à des crédits supplémentaires pour les caisses de retraite, a été déposé au commencement de la séance sur le bureau de M. le président. La discussion de ce projet de loi a été fixée d'urgence à samedi prochain.

La discussion a ensuite été reprise sur le projet de loi relatif à l'instruction secondaire. Après un débat sans importance sur des amendements qui ont été rejetés, l'attention de la chambre a été vivement captivée par deux discours de MM. Arago et de Lamartine.

La commission chargée de l'examen du projet de loi d'organisation du conseil d'état, s'est réunie aujourd'hui. M. le garde des sceaux avait été invité à se rendre dans le sein de la commission. La discussion s'est principalement établie sur les conditions d'établissements d'une justice administrative, qui offrît aux citoyens les garanties d'indépendance et d'impartialité.

La commission chargée de l'examen du projet de loi qui affecte 48,620,000 fr. à l'amélioration des rivières, a nommé pour président M. le colonel Paixhans, et pour secrétaire M. le comte Jaubert.

La commission de la chambre des députés chargée de l'examen du projet de loi relatif au système métrique, a nommé pour son rapporteur M. Mathieu, membre de l'Institut et député de Saône-et-Loire.

Voici la liste des orateurs inscrits pour le projet de loi des crédits supplémentaires :

POUR	CONTRE
MM. de Rancé.	MM. comte Jaubert.
Mathieu de la Redorte.	Ducos.
Bresson.	Duvergier de Hauranne.
Robineau.	Desjoubert.
Leyraud.	Pelet (de la Lozère).
Napoleon Duchâtel.	Lamartine.
Larabit.	
De Laboulle.	
Agier.	
Saint-Marc-Girardin.	
Viennet.	

Chronique.

Hier au soir, S. M. a travaillé avec M. le ministre de la marine et du commerce.

Dans la soirée, M. le comte Roy, M. le duc de Valangay, M. le comte de Chabannes, M. de Varnier, ont eu l'honneur d'être reçus par le roi. Aujourd'hui, M. le vice-président et le bureau de la chambre des députés, ont eu l'honneur de présenter à S. M. le projet de loi adopté par la chambre dans l'une de ses dernières séances.

Le roi a ensuite présidé le conseil des ministres.

A M. le Rédacteur de LA PRESSE.

Paris, le 23 mars 1837.

Monsieur le Rédacteur,

Je vois dans les journaux de ce jour une lettre de M. Baudé qui fait ressortir la différence qui se trouve entre un passage de ma brochure, intitulée : *Explications du maréchal Clausel*, et une lettre que je lui adressais, le 15 décembre dernier, dans laquelle je donnais des éloges à son ouvrage.

Je dis dans l'ouvrage, dont un ou plusieurs passages sont l'objet de la réclamation de M. Baudé, qu'il me suppliait de m'alléger (ce qui n'était autre chose qu'abandonner tout le matériel), et de marcher pendant la nuit afin d'échapper à la vue des Arabes.

M. Baudé de retour à Bône avait oublié les souffrances de l'expédition, et la préoccupation sous laquelle il s'était trouvé.

Pendant ces jours de douleur et de fatigue, sa manière de s'exprimer était ce qu'elle eût pu être, si, comme le lieutenant-colonel Changarnier et tant d'autres braves, il avait bien mérité du pays par sa noble conduite dans l'adversité; il ne m'avait pas encore attaqué ouvertement, calmement. Je ne vis aucun inconvénient à lui donner une puérile satisfaction d'amour-propre; moi qui, en Afrique comme partout, n'ai jamais mérité d'autre reproche que celui de trop de bonté.

A la séance du 19 janvier dernier, M. Baudé s'est déclaré mon ennemi; il a dirigé contre moi des accusations que j'aurais bien méritées si j'avais suivis ses conseils. Je ne puis alors me dispenser de dire la vérité à lui et à tout le monde.

Je maintiens donc tout ce qui concerne M. Baudé, et notamment le passage dont il se plaint : si j'avais besoin de témoignages, ils ne manqueraient pas. Un auguste personnage, que les convenances m'interdisent d'appeler dans cette lutte, a entendu comme moi et beaucoup d'autres, les paroles de M. Baudé, au bivouac de Saumal, dès le premier jour de la retraite, quand nous n'étions encore qu'à deux lieux de Constantine.

Je vous prie, monsieur le rédacteur, de vouloir bien insérer cette lettre dans votre plus prochain numéro.

Recevez, je vous prie, l'assurance de ma considération très distinguée,
Maréchal CLAUDEL.

Correspondance particulière de la Presse.

FRONTIÈRES D'ESPAGNE. — *Saint-Sébastien*, 16 mars. — Un rapport du général Evans au général Espinosa confirme les bruits de la défaite de la légion anglaise, qui a perdu d'un 5 à 900 hommes.

Le fameux Mérida, que l'on disait blessé depuis trois mois, et poitrinaire, a reparu dans la Sierra-de-Lezda à la tête de 400 cavaliers, et dans la journée du 10, il a sacré la ville de Retuerta et celle de Guintanar, une des plus riches de ces contrées.

Actes du Gouvernement.

ELECTIONS.

Le collège électoral de Lannion (Côte-du-Nord), vient de procéder à l'élection d'un député.

M. Thiers, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été proclamé député. Il remplace à la chambre M. Leprovost qui siégeait à l'extrême gauche.

Chambre des Pairs.

PRÉSIDENCE DE M. LE DUC DE BROGLIE, VICE-PRÉSIDENT.

Séance du 23 mars.

SOMMAIRE. — Discussion du projet de loi sur les caisses d'épargne. — MM. d'Argout, Duchâtel. — Adoption de la loi.

A deux heures la séance est ouverte, le procès-verbal est lu et adopté. MM. Molé, président du conseil, Duchâtel, ministre des finances et Martin (du Nord), ministre du commerce, sont présents.

Monseigneur le duc d'Orléans assiste à la séance.
M. LE PRÉSIDENT, après avoir demandé l'autorisation de la chambre, nomme plusieurs commissions pour examiner :

1° Le projet de loi relatif à la création d'un fonds extraordinaire pour les travaux publics;

2° Le projet de loi relatif à l'achèvement des lacunes et aux réparations extraordinaires des routes royales;

3° Le projet de loi relatif à l'achèvement des routes royales du département de la Corse;

4° Les sept projets de loi relatifs à divers classements de routes royales;

5° Le projet de loi relatif aux lignes télégraphiques;

6° Les trois projets de loi tendant à autoriser les départements de la Dordogne et du Rhône à s'imposer extraordinairement, et la ville d'Alençon à contracter un emprunt.

Tous ces projets ont déjà été votés dans l'autre chambre.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif aux caisses d'épargne.

M. D'ARGOUT a la parole sur le projet : L'orateur commence par déclarer qu'il ne vient pas demander le rejet du projet de loi, et qu'il croit à la nécessité prochaine d'une loi définitive sur cette matière. Toutefois il regrette que l'on ait cherché à retoucher la législation sur les caisses d'épargne par une loi qui a été reconnue par le ministère lui-même pour une loi transitoire, et que l'on ait pas maintenu l'ordre de choses actuel jusqu'au moment d'une loi définitive.

L'honorable M. d'Argout pense que la panique à laquelle la présentation du projet de loi a donné lieu est tout-à-fait absurde, et qu'un remboursement instantané n'est nullement à craindre, parce que le gouvernement, en donnant aux classes inférieures les moyens de placer leurs économies, se recrute d'autant d'hommes qui sont intéressés à la défendre et à désirer son maintien.

L'orateur, après avoir fait l'histoire des caisses d'épargne depuis leur fondation en Suisse, en 1815, jusqu'à l'établissement de la caisse de Paris, en 1818, entre dans l'examen spécial du projet de loi en discussion. Il pense que ce projet, tel qu'il a été adopté par l'autre chambre, crée plusieurs inconvénients qu'il se propose de faire disparaître en proposant d'autres amendements.

Le gouvernement, ajoute M. d'Argout, avait pour point de départ, en proposant la loi, que les ministres ne doivent jamais acheter ni vendre, ni prendre part à une spéculation quelconque; son point d'arrivée était que la caisse des consignations devait faire toutes les opérations relatives au placement des fonds provenant des caisses d'épargne, sous la responsabilité du ministre. Il résulte de cette disposition : 1° que dans un cas de perturbation à la Bourse, on s'en prendrait au gouvernement, bien qu'il y eût été étranger;

2° Que la caisse des dépôts et consignations perd l'indépendance où elle doit toujours être, et qui lui a été conférée par la loi constitutive de 1816 : ce sont là des inconvénients que j'ai cru devoir signaler au gouvernement, afin qu'ils disparaissent lors d'une loi définitive.

On a prétendu que cette loi sur les caisses d'épargne retarderait la conversion des rentes; pour moi, je pense au contraire qu'elle accélérera cette conversion; mais je pense en même temps qu'elle la rendra beaucoup plus dure pour les rentiers et plus onéreuse pour le gouvernement. En effet, plus les versements seront considérables dans les caisses d'épargne, plus les rentes monteront à cause des nombreux achats. Or, dans cette situation, pour les rentiers la réduction sera plus sensible, et, par cette raison, plus onéreuse, plus difficile pour le gouvernement.

L'honorable M. d'Argout termine en regrettant que l'on n'ait pas réduit à 4,500 francs le chiffre du maximum des versements, et surtout que l'on n'ait pas adopté le mode de remboursements échelonnés que proposait M. Delessert à la chambre des députés. Toutefois, ajoute encore l'orateur, les observations que je viens de faire ne tendent pas au rejet de la loi, que je serai le premier à voter, comme toutes celles qui auront pour but la prospérité des caisses d'épargne en France.

M. DUCHÂTEL, ministre des finances : Je dirai en peu de mots ce qui a déterminé le gouvernement à proposer le projet de loi; mais auparavant je dois dire, du haut de cette tribune, que toutes les inquiétudes que l'on a cherché à répandre dans le public, à l'apparition de cette loi, sont tout-à-fait sans fondement, et que des malveillants seuls ont pu prendre plaisir à les propager. Jamais les remboursements ne rencontreront le moindre obstacle de la part du trésor. (Très bien!)

Ce qui a déterminé le gouvernement à transporter du trésor à la caisse des dépôts, les fonds provenant des caisses d'épargne, c'est que cette caisse est admise à faire des placements interdits au trésor, et n'est pas, comme le trésor, condamnée aux stagnations, que, sous l'empire de la législation actuelle, il nous est impossible d'éviter. L'intention du gouvernement est de maintenir les caisses d'épargne en possession de tous les avantages dont elles jouissent; aussi les fonds ne sont-ils placés à la caisse des dépôts que sous la garantie du trésor.

On a beaucoup parlé des opérations de la caisse des dépôts qui pourraient contrarier le mouvement des fonds du trésor; nous n'avons pas cela à craindre :

Aux termes des arrêtés ministériels, les rentes de la caisse ne peuvent pas être vendues sans l'intervention du ministre des finances. Cette disposition a été formellement introduite dans la loi, et une garantie du même genre a été instituée pour les achats. Aucune crainte ne peut donc subsister maintenant; quant à la disposition des remboursements échelonnés, dont M. d'Argout regrette le rejet, M. Delessert ne l'a présentée dans l'autre chambre que comme rapporteur, mais il la combattait personnellement; en effet, si cette disposition avait passé, elle aurait donné lieu de nombreuses demandes en remboursement, dont on serait accablé maintenant.

Après quelques observations de M. d'Argout l'article 1^{er} du projet est mis aux voix; il est ainsi conçu :

Art. 1^{er}. La caisse des dépôts et consignations sera chargée, à l'avenir, de recevoir et d'administrer, sous la garantie du trésor public et sous la surveillance de la commission instituée par l'article 99 de la loi du 28 avril 1816, les fonds que les caisses d'épargne et de prévoyance ont été admises à placer en compte courant au trésor, conformément à l'article 2 de la loi du 5 juin 1835.

La caisse des dépôts et consignations bonifiera l'intérêt de ces placements à raison de quatre pour cent par an, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement décidé par une loi. (Adopté.)

Art. 2. Les comptes des caisses d'épargne avec le trésor public seront réglés et arrêtés en capitaux et en intérêts dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi. La somme dont le trésor se trouvera débiteur sera portée au crédit de la caisse des dépôts et consignations. Pour le paiement de cette somme, et l'emploi de celles qui seront ultérieurement versées, le ministre des finances est autorisé à transférer et à inscrire, au nom de la caisse des dépôts et consignations, des rentes quatre pour cent au pair, jusqu'à concurrence de la partie disponible des crédits ouverts par les lois des 21 avril 1832, 24 avril et 27 juin 1835, et 5 juin 1834. (Adopté.)

Art. 3. La caisse des dépôts et consignations aura la faculté de placer au trésor public, à l'intérêt de 4 pour cent par an, soit en compte courant, soit en bons royaux à échéances fixes, les fonds provenant des caisses d'épargne et de prévoyance.

La caisse des dépôts et consignations ne pourra acheter ou vendre des rentes sur l'état, qu'avec l'autorisation préalable du ministre des finances.

Les achats et les ventes ne pourront avoir lieu qu'avec concurrence et publicité.

Les achats s'effectueront successivement, jour par jour, jusqu'à l'épuisement de la somme fixée, dans une proportion qui ne pourra excéder celle affectée à l'amortissement par la loi du 10 juin 1835.

Les amendements annoncés par M. d'Argout au commencement de la séance portaient sur cet article 3; mais sur les observations du ministre et de la commission, ces amendements sont retirés par leur auteur comme superflus.

L'art. 3 est adopté.

Art. 4. Si une partie des rentes remises à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'art. 2 de la présente loi, venait à être aliénée par cette caisse, la dotation de l'amortissement appartenant aux rentes 4 pour cent serait accrue dans la proportion de 1 pour cent du capital nominal des rentes aliénées. (Adopté.)

La chambre procède au scrutin sur l'ensemble de la loi.

Voici le résultat :

Votants 89. — Pour 80. — Contre 9.

La chambre a adopté.
La séance est levée à 5 heures 1/2.
Samedi, séance publique.

Chambre des Députés.

PRÉSIDENCE DE M. CUNIN-GRIDAINE, VICE-PRÉSIDENT.

Séance du 23 mars.

SOMMAIRE. — Rapport sur les crédits supplémentaires pour les pensions de retraites. — Suite de la discussion de la loi sur l'instruction secondaire. — Vote des art. 16, 10, 11, et 13. — Discussion sur le titre relatif aux collèges communaux. — MM. Arago et Lamartine.

A une heure et demie le président monte au fauteuil.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. le général Thiers, nouvellement réélu, assiste à la séance.

M. DE GASPARIN, ministre de l'intérieur, présente plusieurs projets de loi d'intérêt local, ayant pour objet des changements de circonscription de communes ou des emprunts.

Acte est donné au ministre de la présentation des projets de loi, ils seront imprimés et renvoyés dans les bureaux.

M. D'HAUBERSART dépose le rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à des crédits supplémentaires pour les caisses de retraite.

M. le rapporteur fait remarquer que le projet est urgent, puisque, s'il n'était pas voté avant le 1^{er} avril, les pensions ne pourraient être payées à cette époque; il demande que la chambre fixe à samedi la discussion. (Oui! oui!)

M. LE PRÉSIDENT : L'ordre du jour est la suite de la discussion du projet de loi sur l'instruction secondaire. La chambre a voté hier l'article 16; mais plusieurs articles ont été présentés. M. Schauenburg a la parole pour développer le sien.

M. SCHAUBURG développe son amendement ainsi conçu :

« Tout chef d'institution ou maître de pension qui, après avoir été deux fois réprimandé, comparaitra pour la troisième fois devant le conseil académique, pourra être interdit de sa profession, soit à temps, soit à toujours; il lui sera signifié copie de la décision, qui sera motivée.

« Il pourra appeler de cette décision au conseil royal de l'instruction publique, devant lequel il pourra se faire assister d'un défenseur, et qui décidera en dernier ressort.

« Dans ces deux cas les débats seront publics et l'impression de la décision sera toujours ordonnée. »

M. VUITRY propose l'amendement suivant :

« Après deux réprimandes, le délinquant pourra être traduit devant le tribunal civil de l'arrondissement dans les formes déterminées par l'art. 11. Il sera passible des peines qui y sont portées. »

M. AMILHAU déclare, au nom de la commission, qu'elle adhère au paragraphe de M. Vuitry, mais qu'elle repousse celui de M. Schauenburg; car il donnerait au conseil de l'instruction publique le droit de fermer à toujours un établissement; ce que les tribunaux seuls peuvent ordonner dans l'économie de la loi.

Le paragraphe de M. Schauenburg n'est pas appuyé; celui de M. Vuitry est adopté.

L'article 16 est adopté en son entier.

M. LE PRÉSIDENT : Nous allons revenir aux articles renvoyés à la commission.

M. SAINT-MARC-GIRARDIN, rapporteur, rend compte des travaux de la commission : il en résulte que la question relative aux cours publics serait laissée en dehors de la loi, parce qu'en général, ces cours sont faits sur les matières de l'enseignement supérieur. Quant à la proposition de soumettre les professeurs subalternes à des conditions de capacité et à un certificat de moralité, la commission a cru devoir l'adopter et présenter un article à cet égard.

La commission ne fait à l'article 10 qu'un léger changement; il consiste à ajouter à la nomenclature de l'article le chiffre 9.

L'article serait ainsi rédigé :

Art. 10. Quiconque, sans avoir satisfait aux conditions prescrites par les articles 1^{er}, 5 et 9 de la présente loi ou après avoir été interdit, aurait ouvert un établissement d'instruction secondaire, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit et condamné à une amende de 100 fr. à 1,000 fr.

L'établissement sera fermé.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de 15 à 30 jours, et à une amende de 1,000 à 3,000 fr.

L'article est mis aux voix et adopté.

Nouvel article 11 :

Quiconque voudra enseigner dans les établissements privés, soit la philosophie, soit les sciences physiques ou mathématiques, soit les langues anciennes, l'histoire ou la géographie, devra produire un brevet de capacité.

Ce brevet sera délivré par une commission formée au chef-lieu de l'Académie, et dont les membres seront désignés par le ministre de l'instruction publique.

Le candidat subira un examen spécial sur les matières qu'il voudra enseigner.

Son brevet portera les numéros 1, 2, 3, 4, suivant le degré d'instruction dont il aura fait preuve.

MM. GUYET-DESFONTAINES et GOLBÉRY repoussent l'amendement, qui est défendu par le rapporteur.

M. DUBOIS attaque la classification faite par la commission; car, avec la liberté d'instruction, du moment où un professeur aura été autorisé pour une science, il y aura impossibilité de l'empêcher de professer les sciences accessoires.

L'orateur déclare que ces numéros des brevets seraient d'un résultat déplorable, puisque celui qui aura le numéro 3 aura, par cela même, un brevet d'incapacité au lieu d'un brevet de capacité. Il établit que, puisque les chefs d'institution peuvent être punis pour négligence ou relâchement dans les études, il était inutile d'exiger des conditions; car les chefs d'établissement se garderaient toujours de choisir des collaborateurs peu capables.

M. DUBOIS (de Nantes) reproduit les arguments de M. le rapporteur.

M. MATHIEU (de Saône-et-Loire) déclare qu'avec la liberté de l'enseignement et la libre concurrence, il ne conçoit pas qu'on puisse exiger des conditions de capacité des professeurs subalternes. En effet, dit-il, il est impossible d'admettre que les chefs d'établissements prennent des professeurs incapables pour faire tomber leur industrie.

M. PATAILLE s'efforce, au milieu du bruit, de soutenir l'article de la commission.

M. GUIZOT : La chambre avait renvoyé à la commission la question de savoir s'il était nécessaire que les professeurs subalternes fussent soumis à des conditions de capacité. La commission, à la majorité, a adopté le principe. Quant aux conditions, tout le monde n'a pas été de même avis; il a fallu rechercher quelles seraient les garanties réclamées. M. Dubois voulait que les professeurs fussent obligés de fournir les diplômes exigés dans l'université. Il aurait ainsi voulu des études aussi étendues, aussi générales, et aussi approfondies que dans les établissements publics. Nous avons trouvé ces conditions trop rigoureuses, nous avons cru suffisant de demander aux professeurs des établissements privés, un examen sur les matières qu'il voudront enseigner.

C'est ainsi que la commission a rédigé son article. L'ordre de numéros est biffé dans l'article à ce point de ne repousser que les incapables. Ce mode aura pour résultat de donner aux pères de famille des renseignements utiles sur la capacité des professeurs auxquels ils confient leurs enfants. MM. Roger (du Loiret), Guyet Desfontaines, de Tracy et Demarçay combattent le système de la commission, surtout en ce sens qu'ils ne peuvent adopter les catégories.

M. DUBOIS demande qu'on vote d'abord sur le principe.

M. AMILHAU : Il serait préférable d'exiger des certificats de moralité plutôt qu'un brevet de capacité, contraire à l'esprit de la loi.

Le paragraphe de l'article relatif à la nécessité d'un certificat de capacité, est adopté à une faible majorité.

Les paragraphes 2 et 3 sont adoptés.

Le paragraphe 4, relatif aux numéros des brevets, est rejeté.

M. DE TRACY demande que les élèves de l'école polytechnique soient dispensés de ces examens.

M. PATAILLE : Qu'arrivera-t-il si un professeur qui a un brevet pour une science en enseigne une autre?

M. DUBOIS (de Nantes) : Il y a un article qui viendra plus tard et qui résoudra la difficulté.

L'amendement de M. de Tracy, rédigé par M. Dubois, est adopté en ces termes :

« Tout élève de l'école polytechnique, déclaré admissible dans les services publics, sera dispensé de l'examen sur les sciences physiques et mathématiques. »

M. GOLDBERG propose d'ajouter ce paragraphe : Les dispositions de l'article 9 sont applicables aux maîtres particuliers. »
Le paragraphe est adopté.
L'article 11 est mis aux voix.
Une première épreuve est douteuse.
L'article est adopté à la seconde épreuve.
L'article 12 a été voté dans une autre séance.
Art. 13. Les incapacités résultant de l'article 3 de la loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire, seront applicables à toute personne attachée à l'enseignement ou à la surveillance d'un établissement d'instruction secondaire.
Les chefs d'établissement d'instruction secondaire ne pourront recevoir aucun professeur ou maître d'études sans envoyer immédiatement au recteur ses noms, prénoms, et l'indication de son brevet, de sa demeure précédente, et un certificat de moralité délivré par le maire de sa commune.
M. CAUMARTIN propose l'amendement suivant :
« Les professeurs et maîtres d'étude devront, avant d'entrer en exercice dans les établissements d'instruction secondaire, prêter le serment prescrit par l'article 3. »
Cet amendement n'est pas appuyé.
L'article est adopté.
M. LE PRÉSIDENT : Il y a l'article 11 auquel la chambre doit revenir.
Art. 11. Tout chef d'établissement d'instruction secondaire, toute personne attachée à l'enseignement et à la surveillance d'une maison d'éducation pourra, sur la poursuite d'office du ministère public, ou sur la plainte du recteur de l'Académie, être traduit, pour cause d'incapacité ou d'immoralité, devant le tribunal civil de l'arrondissement, et être interdit de sa profession à temps ou à toujours.
La procédure, le jugement et la peine auront lieu dans les formes déterminées par l'art. 7 de la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, sans préjudice des poursuites qui pourraient être intentées pour crimes, délits ou contraventions prévus par les lois.
M. VATOUT demande qu'on retranche le mot *surveillance*, parce qu'il y a des surveillants qui ne sont pas professeurs.
M. AMILHAU insiste pour l'article de la commission, nécessaire par cela même qu'il y a des personnes dans les pensions qui sont en dehors de l'éducation et qui peuvent cependant donner de mauvais principes aux élèves.
L'article est mis aux voix et adopté tel qu'il est rédigé.
M. LE PRÉSIDENT : Nous allons passer au titre II, relatif aux établissements publics d'instruction secondaire. M. Arago a la parole.
M. ARAGO déclare qu'il ne veut pas traiter la question en général ; seulement il répondra à quelques paroles hasardées et légères de l'exposé des motifs du rapport de la commission, et d'un discours prononcé dans la discussion générale.
La loi, dit-il, donne le droit aux communes de créer des écoles communales, en cela, je l'approuve ; mais la commission propose de les diviser en deux classes, je ne puis plus être de son avis. La commission veut établir une instruction réglée, suivant des principes posés par elle, elle limite et réglemente le mode à suivre.
Vous avez accordé la liberté d'enseignement pour les établissements privés, à la condition que le chef vous présenterait son programme ; je ne comprends pas que vous n'étendiez pas la liberté aux collèges communaux. Je ne puis m'empêcher de m'élever contre ce système de centralisation, qu'on veut faire prévaloir en matière d'éducation. Nous avons trop l'habitude de croire que toutes les capacités sont réunies à Paris ; c'est là une erreur contre laquelle je ne cesserai de protester. J'ai maintes fois parcouru la France, et partout j'ai rencontré des personnes capables, des hommes de talent, je dirai même de génie, méconnus. Ces hommes restent dans leur cabinet, parce que le gouvernement ne sait pas les utiliser, en leur procurant une occupation utile pour eux et pour la société. Sans doute la centralisation est salutaire, nécessaire même, lorsqu'il s'agit par exemple de la défense du territoire ; mais en fait d'éducation publique, je la repousse.
L'orateur cite l'exemple de l'Angleterre, où l'administration est tellement simplifiée que, pour les rapports du gouvernement avec l'Ecosse, l'Irlande, et le pays de Galles, c'est à peine si le ministre de l'intérieur reçoit ou envoie soixante lettres par année.
Arrivant à la question de l'enseignement, M. Arago déclare que, dans son opinion, on sacrifie trop au grec et au latin, et que s'il arrivait, par le régime de liberté, que ces langues fussent un peu négligées, il s'en consolait facilement et il se résignerait à ce malheur.
On a prétendu, dit-il, que de grands génies avaient laissé des travaux inachevés, parce qu'ils ne savaient pas le grec ou le latin. Je réponds que ma vie d'académicien de trente années ne m'a rien démontré de pareil. Je pense, comme un homme de talent l'a dit, que ces connaissances ne sont pas nécessaires, bien qu'on ne puisse nier leur utilité.
« Les belles lettres et la poésie, a dit un homme de jugement, donnent plus de grâce à la galanterie et de délicatesse aux plaisirs. » (Miliariti)
Quant à moi, je veux des études classiques dans les collèges communaux, je veux que le latin et le grec soient remplacés par l'étude approfondie de la langue française, par l'étude d'une langue vivante, appropriée aux besoins de la localité ; je veux qu'à Perpignan on puisse enseigner l'espagnol, au Havre, l'anglais, à Besançon ou à Strasbourg, l'allemand ; je demande que la plus entière liberté soit donnée à cet égard aux conseils municipaux.
J'arrive aux objections. On prétend que les auteurs anciens développent l'intelligence et forment l'esprit ; soit, je ne dis pas le contraire ; mais serait-ce donc que Corneille, Bossuet, Racine, La Fontaine et notre immortel Molière, ne formeraient pas l'esprit et ne développeraient pas l'intelligence ?
« C'est le grec et le latin qui développent l'intelligence ! »
Un homme illustre, un homme dont personne ne conteste le génie, celui qui est mort à Sainte-Hélène, ne savait pas le latin ; cependant son intelligence s'était développée ; mais quels avaient été ses maîtres ? nos auteurs français. Napoléon savait par cœur et Corneille et Molière. (Très bien, à gauche.)
Sans la connaissance du latin,
On est un médiocre écrivain.
Messieurs, la France a le bonheur d'avoir dans son sein un poète du plus beau talent, d'un génie incontesté et du plus beau caractère ; ne vous trompez pas, je ne parle pas de M. de Lamartine, bien que ce tableau lui convienne, c'est de Béranger dont je veux parler. Eh bien ! Béranger ne sait pas le latin. (Très bien ! à gauche.)
Si je voulais remonter plus haut, au siècle de Louis XIV, je vous dirais que Quinault ne savait pas le latin, il en était de même de Vauvenargues.
Si nous jetons les yeux sur l'Angleterre, nous voyons son plus grand génie, Shakespeare, ne savait pas un mot de latin.
Sans doute, on ne peut pas nier que l'étude de ces langues perfectionne le goût ; je dis seulement qu'elles ne sont pas indispensables, je dis que les conseils municipaux doivent être libres sur ce point, et que s'ils préfèrent les langues vivantes ou les arts industriels, je m'en consolerais facilement.
On a prétendu que lorsqu'on ne savait pas de langue étrangère, on ne saurait jamais bien sa langue. Je ne sais si Homère avait appris une langue plus ancienne que la sienne.
Mais si cela est vrai, je vous demanderai en quoi le latin et le grec peuvent servir à l'étude de la langue française ?
Mais ce n'est pas tout, le latin ne vous suffit pas, il vous faut du grec absolument.
Je ne puis comprendre, a dit un orateur, qu'un professeur de sixième puisse expliquer Phédre à ses élèves, s'il n'est pas en état perpétuellement de leur citer les passages analogues d'Esopé. S'il est vrai qu'on ne sente pas les beautés de Phédre lorsqu'on ne sait pas lire Esopé, je suis obligé de ranger dans cette catégorie le bon La Fontaine, qui ne comprenait pas Phédre, car il ne pouvait lire Esopé. (Vive sensation.)
On me demande ce que je veux faire du grec et du latin ? Ils doivent être toujours cultivés avec soin dans les écoles supérieures ; mais, je le répète, cela n'est pas nécessaire dans les écoles secondaires.
A cette occasion, je dirai en passant qu'il serait bon que l'université s'occupât des moyens d'enseigner les langues plus vite qu'on ne le fait dans les collèges aujourd'hui, où l'on emploie huit ans à ce travail.
De telle sorte qu'un élève ne peut finir sa philosophie avant dix-huit ans ; et si, par hasard, il veut entrer à l'Ecole polytechnique, il y reste deux ans, ce qui fait vingt ans ; à la sortie, il passe dans une école spéciale deux ou trois ans ; il n'arrive ainsi qu'à vingt-cinq ans à obtenir une lieutenance ou un médiateur emploi d'ingénieur ; tant de temps perdu le dégoûte, et s'il n'est pas entré dans les ponts-et-chaussées ou les mines, quelque soit l'honneur de servir dans une arme spéciale, il s'empresse de quitter dès qu'il trouve un débouché dans l'industrie. Enseignez le latin et le grec comme l'allemand, en deux ans, c'est là une tâche qu'il est du devoir de l'université d'entreprendre, sauf à faire perfectionner les études dans les écoles supérieures.
On a prétendu que l'étude des langues était plus appropriée aux facultés de l'enfance. Si on a voulu dire que les enfants retiennent facilement par le contact journalier, nous sommes d'accord ; mais si vous entendez parler de la grammaire, je réponds qu'elle est plus difficile à apprendre que l'algèbre et toute la géométrie contenue dans la tête de Lacroix.
C'est avec ce système d'enseignement qu'on a formé nos modèles en littérature, et il ne faut pas, dit-on, abandonner une méthode qui a produit de si

bons fruits ; mais si l'on veut examiner tous les fruits qu'elle a donnés, on verra que les mauvais fruits sont abondants.
Quant à moi, je déclare que ce mode d'enseignement, qui était bon à une autre époque, n'est ni indispensable, ni nécessaire aujourd'hui. On me dit : Mais proposez-nous une meilleure méthode, une méthode éprouvée. Non pas, je ne propose rien ; je veux laisser les conseils municipaux libres choisir.
On redoute les résultats : Mais voyez ce qui se passe dans les pensions de demoiselles ! troyez-vous qu'on n'y suive pas aussi bien le français que dans vos collèges royaux ? (Rumeurs.) Souvent on le sait mieux dans ces établissements que dans vos collèges royaux. (A gauche, oui, oui.) Si vous donnez à nos hommes de lettres des numéros comme vous voulez en donner aux professeurs, il y a un nom de femme qui certes viendrait se placer à un des premiers rangs.
On a dit : L'étude trop précoce des sciences fausse le jugement, rétrécit l'esprit et énerve le cœur.
Je ne croyais pas, pour moi, que des sciences exactes pussent fausser le jugement et rétrécir l'esprit. Faut-il vous citer Pascal, élevé au sein d'une académie, parmi des gens qui ne parlaient que de sciences, lui demandiez-vous le génie littéraire ? et Descartes, celui-là n'avait-il pas le style le plus brillant et le plus énergique ? Buffon avait-il l'esprit épuisé et flétri, parce qu'il s'était, dès son enfance, occupé de sciences ? Je pourrais citer et Haller et Gallilée, l'honneur de son pays. Mais pour terminer par une dernière citation, je dirai qu'il y a dans notre littérature un écrivain dont la supériorité est incontestée et incontestable : Molière ; eh bien ! celui-là a peu étudié, et c'est dans sa jeunesse, et ce fut sous le célèbre Cassini, et Molière débuta dans les lettres par une traduction de Lucrèce, c'est-à-dire par un ouvrage de science.
M. Arago cite encore divers exemples de l'utilité de l'étude des sciences et il termine en rappelant les services qu'elles ont rendus et ceux qu'elles sont appelées à rendre, dans l'intérêt de l'humanité.
Alors, dit-il, la science aura bien mérité du pays, et lorsque la science aura répandu ses bienfaits sur tous et amélioré l'état matériel du pays, s'il y a encore des poètes, ils pourront s'écrier :
« L'astre, poursuivant sa carrière, versait des torrents de lumière sur ses obscurs blasphémateurs. » (Vive agitation.)
M. LAMARTINE monte à la tribune : Je ne viens pas, dit-il, contester les éloges donnés aux sciences par le préopinant ; en présence de l'impartiale justice qu'il a rendue aux études littéraires, il serait peu convenable de rabaisser la question aux bornes d'une simple question de pédagogie. Entre les lettres et les sciences, il ne doit pas y avoir lutte, mais mutuel appui.
L'honorable M. Arago a cité les noms illustres de Descartes, de Cuvier, qui unissaient l'esprit et le génie ; en l'écoutant, nous applaudissons à ses paroles, et nous aurions pu ajouter à ces grands noms un autre nom qu'il était interdit à lui seul de prononcer ; c'était le sien. (Très bien ! très bien !)
Mais il y a là autre chose qu'une question de prééminence ; il faut que le législateur sache la direction qu'il importe de donner aux études. Je suis loin de contester les justes critiques de M. Arago sur la routine de notre système d'enseignement ; comme lui, je voudrais qu'on en adoptât un meilleur ; comme lui, je voudrais qu'on enseignât la science des phénomènes ; car ils sont la révélation de Dieu dans ses œuvres. Je voudrais que l'on enseignât de bonne heure à nos enfants les progrès des sciences, et ce serait là encore des études littéraires ; car je dois avouer ici que j'ai souvent lu les brillants écrits de Herschel, de Bacon, et de notre collègue, et j'ai compris que souvent Herschel, Bacon et M. Arago, étaient de grands poètes. (Très bien ! très bien !)
Mais ici, une différence s'établit dans notre système, l'honorable préopinant veut qu'on s'occupe principalement et de suite des études scientifiques et industrielles ; et moi je veux que ces objets ne soient enseignés qu'à la sortie des collèges communaux. L'orateur s'attache ici à prouver qu'il est nécessaire qu'il y ait une unité, une uniformité dans les études d'enfants qui doivent traverser ensemble la carrière de la vie. Il faut, dit-il, qu'ils soient imprégnés dans le même milieu, qu'ils aient sué, pour ainsi dire, le même lait, et se soient formés la même chair intellectuelle.
Si la société ne peut pas partager entre ses membres les biens matériels, elle doit du moins leur diviser le patrimoine intellectuel ; c'est là la véritable loi d'airain.
Arrivant à la question des langues, M. de Lamartine cite l'exemple des anciens, qui étudiaient les langues de leurs prédécesseurs ; et il ne croit pas que ce soit sans motif utile.
C'est, dit-il, que tous les peuples ont compris qu'il fallait inculquer, inspirer aux populations le sentiment du beau, parce que le sentiment du beau est le sentiment du juste ; car l'homme étant essentiellement imitateur, nous nous efforçons plus ou moins de nous façonner sur les grandes figures que nous avons admirées.
L'orateur discutant la loi en elle-même déclare qu'il a cru entrevoir une volonté dans la chambre de ne pas adopter la loi, et que pour lui il ne comprend pas qu'après la promesse de la charte de 1830, on puisse la repousser, par je ne sais quelle préoccupation de crainte des jésuites ou du clergé.
Je voterai la loi, dit en terminant l'orateur, parce qu'elle consacre la liberté et qu'elle est un gage de conciliation que les partis se donnent et qu'ils ne pourront retirer.
Il est six heures, la séance est levée.
Ordre du jour du vendredi 24 mars.
A une heure précise, séance publique.
Suite de la discussion du projet de loi sur l'instruction secondaire. — Discussion du projet de loi portant demande d'un crédit extraordinaire de 3,900,000 fr. pour la marine. — Discussion du projet de loi relatif à l'appel de 30,000 hommes. — Discussion du projet de loi sur l'établissement d'une prison à l'île Bourbon. — Discussion du projet de loi sur la construction de plusieurs ponts. — Discussion du projet de loi relatif à l'autorité des arrêts de la cour de cassation après deux pourvois.
Variétés.
SALON DE 1837.
PAYSAGES.
Louis Cabat, ce jeune talent si complet, n'a que deux petits tableaux cette année à l'exposition ; mais que de sentiment, que de finesse, que de vérité, que de qualités magistrales dans ces cadres étroits ! L'on a peine à les trouver parmi les grandes toiles qui les écrasent du brillant de leur dorure et de leur vernis tout frais ; mais une fois détachés, ces précieux joyaux étincellent des véritables feux du diamant, et leur éclat éteint subitement les folles bleuets de tous ces strass, ces cristaux d'Irlande et ces cailloux du Rhin que la foule estime des pierres de grande valeur et qui ne font qu'exalter le mépris du lapidaire. Le premier de ces paysages est à côté du tableau du comte de Strafford ; de M. Paul Delaroche. Un monticule surmonté, comme un casque d'un panache, d'un grand arbre dont le vent fait pencher la cime et ployer les branches sur une petite flaque d'eau ridée, un bout de pré dont les herbes s'inclinent dans le même sens, tourmentées par la rafale ; une bande étroite de lointain où l'on voit poindre les têtes ébouriffées de quelques arbres ; un nuage blanc d'un côté, bleuâtre de l'autre, qui laisse déjà tomber des filets de pluie de ses flancs éventrés comme des javelots qui s'échappent d'un carquois découvert ; deux paysans dont les vêtements voltigent, et qui se hâtent ; un petit chien blanc qui court ; c'est tout le tableau.
On avait cru jusqu'à présent impossible de peindre le vent, cette chose qui n'a ni substance, ni forme, ni couleur. Louis Cabat a résolu victorieusement ce problème difficile ; il vente dans sa toile, et il semble qu'on y voie trembler l'atmosphère. — L'autre paysage est encore plus simple et de moindre dimension. — Un petit bouquet de saules occupe le milieu du tableau ; à droite et à gauche, entre les troncs nouveaux des arbres, on voit s'étendre des prairies, quatre à cinq lignes de verts différents qui finissent par bien vers le fond, et sur le devant une mare qui réfléchit les saules, où se désaltèrent dans ses mains un jeune garçon agenouillé ; il n'y a rien de plus. Personne autre que Cabat n'aurait pu faire un tableau de cela, et personne que lui n'y eût songé. Ce n'est rien et c'est tout : — deux ou trois touffes de feuillage, quatre à cinq brins d'herbes, une goutte d'eau ; un amateur hollandais du bon temps couvrirait d'or cette toile si nue et si pleine ; voilà qui montre bien aux amateurs du *sujet* ce que peut faire la peinture avec ses propres ressources, et quand on ne cherche pas à lui faire exprimer des idées en dehors de ses moyens.
Cabat est peut-être un des peintres modernes qui ont le mieux démontré l'inutilité et l'insignifiance du sujet. — De rien, il a fait des

choses ravissantes et pleines de poésie ; — une mauvaise guinguette, avec sa méchante treille poudreuse à demi grillée de soleil, deux bœufs attablés, un coq fier de son sérail de poules, un petit chemin qui s'enfonce dans les blés ; — Moins que cela, le jardin Beaujon, c'est-à-dire un maigre terrain pierreux et dévoré de mousse ; quatre arbres ébranchés, de véritables balais, des arbres parisiens, en un mot ; des barrières de bois, contre lesquelles se gratte une pauvre bourrique rogneuse, qui n'est plus même bonne à faire du lait pour les poitrinaires ; toute une nature rabougrie, mesquine, malheureuse, qui semble repousser la peinture et la description ; il n'en faut pas plus à Cabat pour faire de petits paysages merveilleux. — Et notez qu'il ne ment pas, qu'il ne farde rien ; tout est sincère, juste de forme et de ton. — Le modèle est hideux, le portrait est charmant ; comment cela se fait-il ? — Vous passeriez deux cents fois devant de pareils points de vue sans vous y arrêter : la toile de Cabat vous attache des heures entières. — C'est que l'art est plus beau, plus vrai, plus puissant que la nature ; la nature est stupide, sans conscience d'elle-même, sans pensée, sans passion ; c'est quelque chose d'insensible et de morne qui a besoin, pour l'animer, que nous lui prêtions l'âme et le souffle. Cabat, dans ces petits cadres gris et crayeux, a caché, à son insu, sa discrète mélancolie, sa pensée doucement triste, son désir de plus beaux cieux et de plus riches verdure ; le rêve de l'Italie dore sourdement de plus chauds reflets les tons froids et blafards de ces côtes décharnées, et il filtre à travers le feuillage misérablement déchiqueté de ces ormes mal venus, quelques rayons du soleil méridional tant souhaité. Cabat vous dit dans son langage muet, le grand et modeste artiste qu'il est : Voyez, par ce que j'ai tiré de ces terrains galeux, de ces prairies où il ne pousse que des pavés, de ces masures égratignées, éraillées, lézardées, affreuses à voir ; de ces squelettes d'arbres, de ces haies de grossiers maladiés, ce que je ferai, en Italie, avec les grands sapins à forme d'ombrelle, les vigoureux chênes verts, les aloës, les lentisques, les beaux terrains fermement modelés, les fabriques romaines, la mer d'azur, la blonde lumière, le ciel rayonnant et splendide. — Et Cabat est maintenant en Italie, se renouvellant, s'étendant, se complétant ; bien différent en cela de la plupart des artistes, qui, dès le premier souffle de faveur, ne font plus que reproduire à satiété le tableau qui leur a valu leur réputation. — La *Vue de Ville-d'Avray*, la *Vallée aux loups* et l'*Effet d'hiver*, nous ont déjà fait pressentir à quelle puissance de style, à quelle sévère beauté de dessin pouvait atteindre cet autre Ruysdaël qu'on appelle aujourd'hui L. Cabat. Que sera-ce quand il se sera directement inspiré de cette noble et forte nature italienne, qui va si bien aux talents robustes et consciencieux ?
Le nom qui arrive le plus naturellement après celui de Cabat c'est celui de Flers, son maître. Le talent de Flers a quelque chose de moins ferme et de moins précis que celui de son élève ; mais c'est du reste le même sentiment naïf de la nature, la même fraîcheur et la même limpidité. Les paysages de Flers, plus libres peut-être que ceux de Cabat pour la touche et le feuillage, sont tous de charmantes idylles, et de petits poèmes champêtres de l'intérêt le plus doux ; le *Moulin de Briseport en Normandie*, la *Vue d'une cour à Aumale*, et la *Vue des environs de Compiègne* se font remarquer par la vérité des détails, l'effet piquant, l'esprit du pinceau et l'heureux choix du site ; seulement nous trouvons que M. Flers abuse quelquefois dans ses feuillages de tons glauques et vert-de-grisés qui jettent un peu de froid dans l'effet général au lieu de donner de l'air et de la transparence aux massifs d'arbres comme c'est l'intention du peintre.
M. Paul Huet manque au salon de cette année, et si riche que soit l'école du paysage, son absence laisse un vide que personne ne pourrait remplir. M. Paul Huet est un paysagiste d'imagination ; il voit la nature en poète, et fait plus volontiers des paysages composés que des paysages portraits ; il voit les objets à travers un prisme qui les colore d'iris changeants et diaprés ; les herbes se métamorphosent en tapis d'émeraudes, les mousses en velours brun, les arbres prennent des formes d'aigrettes et de panaches ; les eaux ont des transparences de cristal ou de feldspath ; les roseaux, les nénuphars et les grandes plantes aquatiques courbent leurs vertes chevelures sous le ventre argenté des cygnes qui voguent les ailes ouvertes à la brise matinale ; des édifices inondés de brouillards, clochers à dentelles gothiques, tours féodales au pignon aigu, s'élèvent entre les cimes des arbres comme les palais des contes de fées ; dans le ciel dérivent des bancs de nuages bizarrement floconnés, qui semblent des montagnes couvertes de neige ; les archers sonnent du cor, les paladins traversent la clairière, tandis que le héros se tient debout, posé sur une de ses maigres pattes, et que les cerfs à la haute ramure descendant, en brament, s'abreuvent à la source du ravin. Cependant, il ne faudrait pas s'imaginer d'après cela que M. Paul Huet ne soit pas vrai ; il est très vrai dans sa convention, quoiqu'il ne copie pas littéralement brin à brin, feuille à feuille les herbes et les arbres ; de même que le vers est tout aussi vrai et quelquefois plus vrai que la prose. — Une marine, refusée on ne sait pourquoi par le jury de l'an passé, et qu'on a pu voir chez le marchand de tableaux de la rue Vivienne, montre que M. Paul Huet sait tirer des effets terribles et poétiques de la stricte réalité ; ce n'était qu'une vague qui tenait tout le tableau, et inondait d'écume quelques arbres bruns et dépouillés de feuilles ; deux ou trois oiseaux de mer trempaient le bout de leur aile dans le ciel noir et l'eau jaune, pleine d'algues et de galets ; le tuyau d'un bateau à vapeur, avec sa bannière de fumée blanchâtre, dépassait seul le dos de la lame, et jetait dans ce tableau désert une pensée humaine ; j'ai rarement vu quelque chose de plus sinistre et de plus d'épouvante, que cette tempête sourde, sans illuminations d'éclairs et sans girandoles d'écume. — Quel drame que ce petit bout de tuyau du bateau à vapeur qu'on ne voit pas ! Je n'aurais jamais cru qu'on eût pu faire naître une émotion poétique et pittoresque avec cette affreuse cheminée qui a des roues comme une voiture, et qui va dans l'eau. Outre son talent de peintre, M. Paul Huet a celui de graver à l'eau-forte admirablement bien. Il a fait, d'après la composition que nous venons de décrire, une petite gravure qui est un chef-d'œuvre de sentiment ; son œuvre à l'eau-forte est vraiment très remarquable, et tout-à-fait magistrale.
Comme antithèse de M. Paul Huet, nous voudrions bien citer M. Delaberge, le minutieux et patient peintre qui repend tout : les pores des pierres, le duvet des plantes, les plus imperceptibles fibrilles des feuilles ; il y a trop long-temps que nous n'avons rien vu de lui, pour pouvoir porter un jugement sur son mérite définitif. — Nous ignorons d'abord s'il a fait des progrès ou s'il est resté stationnaire et fidèle à son système d'imitation rigoureuse, mais nous avons cru nécessaire de rappeler son nom, car il exprime d'une manière absolue, une façon d'entendre l'art que nous ne croyons pas la bonne, mais qui n'en demande pas moins un grand talent, une observation soutenue, une patience héroïque et une pose merveilleuse de pinceau. — Chose admirable, et qui montre bien l'immensité de l'art ; tous ces peintres si différents entre eux : M. M. Aligny, Corot, B. Bertin, Cabat, Flers, Dupré, Paul Huet et Delaberge, dont l'un semble condamner l'autre, sont tous d'excellents paysagistes, très vrais chacun dans sa manière.
Nous ne saurions passer sous silence la *Fabrique du Poussin dans la campagne de Rome*, de M. Godefroy Jadin, auteur du beau paysage des *Vaches descendant à l'abreuvoir*. — La disposition singulière du site et le ton vigoureux jusqu'à la dureté de la couleur font aisément distinguer cette toile. Plusieurs morceaux de terrain sont modelés ferme-

ment; la croupe de la colline qui est au milieu du tableau, et dont le gazon ras est déchiré çà et là par des callosités pierreuses, est fort bien rendue; l'agencement général des lignes ne manque pas de caractère, mais la manière trop symétrique dont les touches sont posées donne au tableau l'aspect d'une mosaïque. Assurément nous n'aimons pas la peinture molle et filandreuse, mais il y a un milieu entre cette pétrification et l'abus du blaieau. Du reste, ces sites étrangers et d'une nature spéciale sont toujours difficiles à juger pour des gens qui ne les ont point vus réellement; et peut-être le tableau de M. Godefroy Jadin nous paraîtrait-il juste de ton, si nous avions été en Italie.

Nous ne pousserons pas plus loin notre revue des paysagistes. Assurément, et sans parler de M. Giroux, il y a encore beaucoup de paysagistes pleins de mérite à l'exposition du Louvre; mais nous croyons suffisant d'avoir décrit avec quelque détail la manière du peintre le plus éminent dans chaque genre; dans un pareil travail, les omissions sont inévitables et l'on ne peut rendre compte de deux mille tableaux. Seulement nous nous reprochons ici de n'avoir pas parlé avec assez de détail des *Filles de Loth* de M. A. Brune; la jeune fille à chevelure rousse qui se penche sur le premier plan dans une attitude pleine de coquetterie pittoresque, et sa sœur qui verse à boire au vieux patriarche déjà à moitié enivré de sa beauté, sont de la bonne et franche peinture comme on n'en fait guère; la cuisse, la jambe et le pied de l'Hébé juive ont un relief singulier, et l'effet de clair-obscur, bien ménagé par M. Brune, ajoute beaucoup de piquant à cette scène joyeusement biblique; rien n'empêche les personnes que l'inceste scandaliserait, quoique commis dans les meilleures intentions, de se figurer que c'est Anacréon, le vieillard de Téos entre deux courtisanes Miletaines.

Nous n'avons pas non plus assez insisté sur le *Tasse en prison* de Gallait; c'est un des meilleurs tableaux du Salon. Les mains sont touchées avec une grande finesse et les têtes pleines d'expression, la couleur un peu vieillie à dessein est harmonieuse et solide; le moineau qui conduit Montaigne ne serait pas déplacé parmi les Chartreux de Lesueur. Nous aurions dû parler aussi des portraits de M. Faure qui est un homme de talent, son portrait de petite fille est une très jolie chose. Si l'on ajoute à cette espèce d'appendice un tableau de M. Bégas, Allemand, *Marthe et Marie* de Mme Deharain, une *Scène du Misanthrope*, de Mme Cordelier Delanoue, nous croyons que nous aurons la conscience tranquille, et que nous n'aurons laissé aucun chef-d'œuvre en arrière.

Les aquarelles n'offrent rien de très surprenant; Decamp n'a pas un chien savant ou autre, pas un singe, pas un pauvre âne, pas un pauvre turc; nous citerons cependant les fleurs de Mlle Annette Boulanger qui a su donner du style et du caractère à ce genre de peinture confié par M. Redouté, le Dorat des roses; des pavots et un groupe de fleurs de Mlle Ida Egger, vivement et spirituellement touchés, des portraits au pastel de M. Henriquel Dupont, de Mlle Clotilde Girard et de M. Nogues, très gracieux et très fins; et puis, c'est tout. Maintenant nous pouvons descendre dans la salle de sculpture.

TOÉOPHILE GAUTIER,

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'*Encyclopédie des Lois*, qu'a entreprise M. Jules Forfeller, avocat, aidé de plusieurs membres de la magistrature et du barreau de Paris. L'exploitation de l'*Encyclopédie des Lois* est une des belles entreprises qui se présentent à de longs intervalles, car elle a pour objet la publication d'un ouvrage qui sera indispensable à tous les hommes qui s'occupent de législation. Les députés y trouveront sur chaque législation spéciale un travail qui leur permettra de l'approfondir en un instant; et les officiers ministériels, sous chaque mot qui indique une matière, toutes les

dispositions législatives qui la régissent, expliquées par les avis du conseil-d'état, les instructions ministérielles et la jurisprudence des tribunaux.

Nous signalons à nos lecteurs la nouvelle méthode curative contre la myopie, la presbyopie et l'amblyopie, de M. Schlessinger de Berlin, et les heureux résultats éprouvés par les malades qui l'ont suivie. (Voir aux Annonces.)

Bourse du 23 Mars.

Le terrain gagné hier a été reperdu aujourd'hui avec beaucoup de rapidité; des ventes considérables opérées au parquet ont occasionné ce mouvement, qui s'est fait d'autant plus facilement, que la hausse d'hier avait fait liquider bon nombre de positions, et que par conséquent la baisse n'a pas éprouvé la résistance que lui cause ordinairement le rachet des vendeurs à découvert.

Les fonds espagnols et portugais ont été lourds et mal tenus. Les actions du chemin de fer ont fini à 780 au comptant, 787 50 fin prochain.

Après la bourse, 78 40; 35 et 32 1/2.

FONDS PUBLICS.	Prem. cours	Plus haut	Plus bas	Dernier cours	Cours d'hier
5 0/0, 22 1/2 comp.	105 50	106 50	106 25	106 40	105 60
Fin courant.....	106 50	106 50	106 20	106 45	106 65
Prime fin courant.....	106 50	106 50	106 20	106 45	106 65
Prime fin proch.....	106 50	106 50	106 20	106 45	106 65
3 0/0, 22 1/2 d. c.	78 50	78 60	78 35	78 55	78 60
Fin courant.....	78 50	78 60	78 35	78 55	78 60
Prime fin courant.....	78 50	78 60	78 35	78 55	78 60
Prime fin proch.....	78 50	78 60	78 35	78 55	78 60
FONDS ÉTRANGERS.					
NAPLES, 5 0/0, j. de j.	98 25	98 30	98 20	98 25	98 50
Fin courant.....	98 35	98 35	98 25	98 35	98 50

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, EMILE DE GIRARDIN

Paris, Imprimerie de BETHUNE et FLOX, rue de Vaugirard, 36.

CONSEILS : MM. GARNIER, avocat à la Cour de cassation; TESTE, avocat, député; ROYER, notaire; HUBERT, avoué à la Cour; Félix HUET, avoué de 1^{er} inst.

AVIS DES ÉDITEURS.

L'*Encyclopédie des Lois* renferme TOUTE LA LÉGISLATION FRANÇAISE — DÉGAGÉE de ceux des textes abrogés, qui sont sans importance historique, — MISE par ordre alphabétique des matières, — EXPLIQUÉE par les avis du conseil-d'état, les instructions ministérielles et la jurisprudence des tribunaux — RENFERMÉE dans QUATRE MAGNIFIQUES VOLUMES in-4^e de 100 fr., par la poste, 125 fr. — C'EST la SEULE collection COMPLÈTE et par ORDRE ALPHABÉTIQUE de toutes les LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES et RÉGLEMENTS d'administration qui puisse tenir lieu du *Bulletin des Lois* et des autres collections, sur lesquelles elle aura, outre les AVANTAGES de la NOUVEAUTÉ, du PLAN, de la MÉTHODE et du FORMAT, celui de renfermer le DOUBLE des matières contenues dans les plus récentes collections et de coûter MOITIÉ MOINS CHER.

ENCYCLOPÉDIE

DES

LOIS

Par JULES FORFELLER, avocat, et plusieurs Membres de la Magistrature et du Barreau de Paris. — Précédée d'une Introduction comprenant l'HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA LÉGISLATION DEPUIS L'ORIGINE DE LA MONARCHIE, JUSQU'À NOS JOURS.

Par M. TESTE, avocat, DÉPUTÉ.

4 gros volume in-4^e, imprimés par MM. FIRMIN DIDOT et par M. EVRAT, sur papier grand cavalier surfin collé. — 100 fr., par la poste, 125 fr. — Une livraison, 3 fr.

ON ACCORDE TOUTES FACILITÉS AUX SOUSCRIPTEURS et l'on souscrit, sans PAYER D'AVANCE chez

MM. St-MARD, rue Feydeau, 22, et LECORDIER, agent de change, rue de Ménars, 5, à Paris, où il suffit d'écrire franco pour être inscrit, avant le 1^{er} juin, savoir : EN QUALITÉ DE SOUSCRIPTEUR, afin d'AVOIR DROIT GRATIS à ce qui dépasserait les 4 volumes annoncés avec la suite; et EN QUALITÉ DE BAILLEUR DE FONDS, afin d'AVOIR DROIT, par chaque somme de 250 fr., à UN EXEMPLAIRE DE L'OUVRAGE, outre les intérêts à 5 pour 100 payables à domicile, et 3 fois le capital. — On demande des Correspondants.

SOCIÉTÉ D'ENOLOGIE

FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

Pour l'amélioration de la culture de la vigne et l'encouragement du commerce des Vins.

La Société d'œnologie publie chaque mois un bulletin de deux feuilles d'impression. — PRIX : 12 FR. PAR AN. — Au bureau, rue Gérard-Bouquet, 4, quartier de l'Arseuil; chez les principaux libraires, les directeurs des postes et des diligences.

Le n° 18 du *Bulletin œnologique* vient de paraître; il contient la description très intéressante d'un nouveau système de foulage dans les cuves fermées, avec planche lithographiée, et plusieurs autres articles sur les octrois, les contributions indirectes, la culture de la vigne, etc.

MAISON URIGUEN ET RAGUEAU,

Rue Vivienne, 4, sera transférée au 1^{er} avril prochain rue d'Amboise, n. 9.

INTÉRÊT FIXE de 6 0/0 ACTIONS de 250.

A VENDRE plusieurs actions du JOURNAL LE DROIT, de 250 fr., outre l'intérêt annuel fixe de 6 0/0; ces actions donnent droit à un dividende. Ces actions sont déposées à l'Agence générale des actions, place de la Bourse, n° 3.

Nouvelle Méthode curative

CONTRE LA MYOPIE, LA PRESBYOPIE ET L'AMBLYOPIE,

PAR LE SIMPLE USAGE DE LUNETTES.

M. Schlessinger, de Berlin, prévient le public qu'il a réussi à trouver cette méthode, inconnue jusqu'ici, pour remédier à la faiblesse de la vue. On s'aperçoit que les personnes atteintes de myopie, presbyopie ou amblyopie, sont très aptes à éprouver les bons effets de son traitement. Passé l'âge de trente ans jusqu'à celui de soixante, les bons résultats sont à la vérité plus difficiles à obtenir, cependant les yeux de ces personnes recouvrent assez d'énergie pour leur permettre de se livrer sans inconvénient à leurs occupations. Les personnes atteintes de ces maux de tête, ou ne pouvant supporter le grand jour, sont guéries parfaitement en peu de jours, la plupart du temps, par une seule paire de lunettes.

M. L. SCHLESSINGER, Oculiste, rue Basse du Rempart, n° 62.

BREVET D'INVENTION-PATENTÉ

DE MOU DE VEAU

Détail : DÉGÉNÉRATION, PHOSPHORE, RUE SAINT-HONORÉ, 327, au coin de la rue de la Harpe, à Paris. LES RUQUES, TOUX, CATARRHES, BRONCHITES, LA POUMONITE ET LA GORGE, ont toujours été à l'emploi de ce pectoral; les propriétés du mou de veau, connues de tout le monde, sont consignées d'une manière éclatante dans le *Dictionnaire de Médecine et de Chirurgie pratiques*; tout récemment encore, un grand nombre de médecins ont reconnu que cette pâte était le meilleur moyen thérapeutique à employer pour combattre ou prévenir l'épidémie régnante, connue sous le nom de GRIPPE.

VIN MAUGENEST

Cette liqueur hygiénique brève est employée avec succès dans les mauvaises digestions, les maux d'estomac, l'enrouement, la faiblesse générale, les douleurs rhumatismales et les affections périodiques. Les médecins lui ont reconnu la propriété de couper sûrement les fièvres intermittentes, 7 fr. la bouteille et à 1 fr. la 1/2 bouteille, avec un mémoire. Dépôt dans les principales villes de France, et à Paris, rue du Four-St-Germain, 37. (Affranchir.)

BANQUE DE BRUXELLES.

Le directeur de la banque de Belgique, président de l'administration de la société des actions réunies, a l'honneur d'informer les porteurs français d'actions de la banque, qui, voulant leur céder une part dans le capital de la société des actions réunies, il a été émis un million de francs, soit mille actions à leur disposition au pair, valeur du 1^{er} janvier dernier.

En conséquence, les propriétaires d'actions de la banque de Belgique peuvent, moyennant exhibition de leurs titres et délivrance d'un bordereau des numéros d'ordre desdites actions, s'inscrire le 29 de ce mois, chez M. de Rothschild, frères, à Paris, pour obtenir une partie des actions de la société des actions réunies.

La répartition sera faite immédiatement; et du 1^{er} au 31 avril, les souscripteurs devront retirer leurs titres, sous peine de déchéance, contre paiement de 1,000 fr. par action, intérêts compris.

Bruxelles, le 10 mars 1837.

Le directeur de la banque de Belgique, Signé BROUCKER.

BANQUE DE BELGIQUE.

Le directeur de la Banque de Belgique a l'honneur d'informer les actionnaires que le dividende de fr. 28 cent. par action sera payable à dater du 1^{er} avril, tous les jours, depuis dix heures jusqu'à deux, dans les bureaux de la banque.

A partir de la même époque, le coupon de dividende sera également payé chez MM. de Rothschild frères, à Paris, et chez M. Mendelssohn et C^{ie} à Berlin.

Bruxelles, le 21 mars 1837.

Le directeur de la banque, Signé DE BROUCKER.

Le 1^{er} février 1836, le résumé du compte des profits et pertes, et le compte-rendu à l'assemblée générale de ce jour seront, à dater du 12 courant, à la disposition des actionnaires.

Les industries dans lesquelles des agents mécaniques ont remplacé le travail manuel, exigent le concours de certaines conditions en l'absence desquelles la réussite est problématique.

Ainsi, la continuité du travail, l'importance et la qualité de la production, la certitude des débouchés, la facilité des communications, sont autant d'éléments qu'il importe d'étudier avant de faire une entreprise industrielle.

Toutes les conditions qui peuvent assurer la prospérité d'une usine se trouvent réunies dans la papeterie de Villers-sur-Loire, près Rouen.

Cet établissement, alimenté par les eaux de la Loire, dispose d'une force motrice considérable et peut produire jusqu'à deux mille kilogrammes de papier en 24 heures, sans recourir à d'autres agents que ceux de force majeure.

Par suite d'une liquidation entre associés, à laquelle les étrangers sont admis, ce bel établissement, composé de 12 piles de cylindres, 2 machines à papier, pompes, presses, chaudières à vapeur, mobilier industriel, pièces de rechange, objets d'approvisionnement et tous accessoires d'une grande exploitation de papeterie, sera aliéné d'une manière irrévocable au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'étude et par le ministère de M^{re} Geoary, notaire à Rouen, le 29 avril 1837, à midi.

Un second lot, composé de marchandises existant au moment de la vente, soit en matières premières, soit en matières fabriquées, sera adjugé de même, au même jour et par le ministère du même notaire.

Nul autre que les sociétaires licitants ne sera admis à concourir aux enchères si au préalable il ne

justifie avoir déposé à l'avance entre les mains du notaire susdit une somme de trente mille francs.

Pour prendre connaissance des conditions et formes de la vente, s'adresser, à Rouen, à M^{re} Geoary, dépositaire du cahier des charges et du jugement arbitral y annexé, en date des 10 et 18 mars 1837, rendu en dernier ressort et exécutoire nonobstant toute opposition, lequel jugement fixe le jour de l'adjudication définitive au vingt-neuf avril 1837.

L'adjudication préparatoire a été indiquée au 10 avril 1837.

D'un acte fait en un seul original et sous la signature privée de M. Frédéric Sauvage, demeurant à Paris, rue du Faubourg-St-Honoré, n° 77, en date à Paris, du 13 mars 1837, enregistré le 14, et déposé en l'étude de M^{re} Breux, notaire à Paris.

Il appert, Que M. Sauvage voulant reconstituer la société du Physionotype, en a arrêté les statuts en divers articles, et dont voici les principaux :

Une société en commandite est formée entre M. Sauvage et les porteurs d'actions qui adhéreront à l'acte présentement extrait.

Le but de cette société est la continuation de l'exploitation du physionotype en France.

Sadurée sera égale à celle du brevet, 15 années, à partir du 1^{er} novembre 1834.

Le siège de la société reste rue Vivienne, 8. Le fonds social se compose de la propriété dudit brevet, du mobilier, de la collection des bustes et portraits et du matériel existant à ce jour.

La société est composée de 250 actions de 1,000 fr. chacune au porteur; elles pourront être divisées en coupons de 500 fr.

Ces actions sont détachées d'un livre à souches, et signées de M. Sauvage; elles représentent la valeur dudit brevet et des accessoires ci-dessus.

M. Sauvage est le gérant de la société; il lui sera libre de s'adjoindre un co-gérant.

Toutes les opérations de la société se traiteront au comptant; aucun appel de fonds ne pourra être fait aux actionnaires.

M. Sauvage s'oblige à faire pour la société de tous les perfectionnements et améliorations qu'il apportera à son mécanisme, connu sous le nom de Physionotype.

JAMBONS DE PAQUES.

De Bayonne et de Vespahie, cuits et sans états, à l'hôtel des Américains, rue St-Honoré, 147.

EAU PHÉNOMÉNALE

Pour teindre les cheveux à la minute. L'eau phénoménale est la seule qui teigne les cheveux à la minute, et en douze nuances, et sans danger; on peut s'assurer de son effet en apportant des cheveux rouges ou blancs qu'on fera teindre devant soi. Le seul dépôt est rue St-Honoré, 179. Le prix des flacons avec cachet est de 6 francs.

A VENDRE, ensemble ou séparément, sur le pied de 10 à 12 p. 0/0 net, 5 actions du théâtre du Palais-Royal. Chez M^{re} Vrancoz, notaire, 62, rue St-Honoré.

A VENDRE, grand terrain de six toises, rue du Faubourg-St-Henri, près des Pompes-Funèbres. S'adresser au propriétaire, r. de Londres, 25, de 11 h. à midi.

A VENDRE à l'amiable, une Maison, sise à Paris, rue des Canettes, 14, près la rue du Four-St-Germain, d'un produit net de 3,500 fr. S'adresser à M^{re} Lérout, notaire, rue St-Jacques, n° 55.

A LOUER, grande et belle Maison de campagne meublée, à Marly-le-Roi, rue des Vaux, quatre lieues de Paris; belles dépendances, enclos de 25 arpents.

S'adresser sur les lieux à Joseph Boucsein, Jardi-nier; et pour les conditions, à Paris, à M. Picot, rue du Gros-Chêne, 9, et avant midi.

A LOUER, Café-Restaurant, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 12.

ANNONCES JUDICIAIRES.

AISNE. — SAINT-QUENTIN.

10 AVRIL 1837. — Adjudication sur un seul recours, en la chambre des notaires de Saint-Quentin, de la forêt de Beauchamp, canton du Catelet, de la contenance de 800 hectares, avec faculté de défricher 200 hectares.

Les bois s'y vendent très cher; les terres à défricher sont de première qualité. S'adresser, pour renseignements :

1^o A M^{re} Raison, notaire à Saint-Quentin;

2^o A M^{re} Beauvois et Douchy, notaires à Valenciennes (Nord);

3^o A M^{re} Cuvet, régisseur, à Bohain;

4^o Et sur les lieux, aux gardes de la forêt.

FEUILLE DE COMMERCE.

PARIS, 23 mars.

HALLE AUX BLÉS.

FAIN 1^{re} QUAL., les 2 kil., 57 c. 1/2.

FARINES, les 150 kil. — De choix, 49 » à 49 »; 1^{re} marq., 47 » à 48 »; 2^e, 45 » à 46 »; 3^e, 43 » à 44 »; 4^e, 41 » à 42 »; 5^e, 39 » à 40 »; 6^e, 37 » à 38 »; 7^e, 35 » à 36 »; 8^e, 33 » à 34 »; 9^e, 31 » à 32 »; 10^e, 29 » à 30 »; 11^e, 27 » à 28 »; 12^e, 25 » à 26 »; 13^e, 23 » à 24 »; 14^e, 21 » à 22 »; 15^e, 19 » à 20 »; 16^e, 17 » à 18 »; 17^e, 15 » à 16 »; 18^e, 13 » à 14 »; 19^e, 11 » à 12 »; 20^e, 9 » à 10 »; 21^e, 7 » à 8 »; 22^e, 5 » à 6 »; 23^e, 3 » à 4 »; 24^e, 1 » à 2 »; 25^e, 0 » à 1 ».

SAIGLES, l'hect. 12. — 1^{re} qual., 14 » à 14 50; 2^e, 13 50 à 14 ».

ORGES, l'hect. 12. — Ch. entrée, 15 » à » »; hors Paris, 12 » à 13 ».

AVOINES, les 3 hect. — 1^{re} qual. choix, 24 » à 25 »; 2^e, 22 50 à 23 ».

COURS LEGAL DES FOURNAGES (entrée comprise).

FOURNAIS SAINT-ANTOINE. — Foin (les 500 kil.), 1^{re} qual., 46 » à 47 »; 2^e, 44 » à 45 »; 3^e, 42 » à 43 »; 4^e, 40 » à 41 »; 5^e, 38 » à 39 »; 6^e, 36 » à 37 »; 7^e, 34 » à 35 »; 8^e, 32 » à 33 »; 9^e, 30 » à 31 »; 10^e, 28 » à 29 »; 11^e, 26 » à 27 »; 12^e, 24 » à 25 »; 13^e, 22 » à 23 »; 14^e, 20 » à 21 »; 15^e, 18 » à 19 »; 16^e, 16 » à 17 »; 17^e, 14 » à 15 »; 18^e, 12 » à 13 »; 19^e, 10 » à 11 »; 20^e, 8 » à 9 »; 21^e, 6 » à 7 »; 22^e, 4 » à 5 »; 23^e, 2 » à 3 »; 24^e, 0 » à 1 »; 25^e, 0 » à 1 ».

FAUCON SAINT-MARTIN. — Foin, 1^{re} qual., » » à » »; 2^e, » » à » »; 3^e, » » à » »; 4^e, » » à » »; 5^e, » » à » »; 6^e, » » à » »; 7^e, » » à » »; 8^e, » » à » »; 9^e, » » à » »; 10^e, » » à » »; 11^e, » » à » »; 12^e, » » à » »; 13^e, » » à » »; 14^e, » » à » »; 15^e, » » à » »; 16^e, » » à » »; 17^e, » » à » »; 18^e, » » à » »; 19^e, » » à » »; 20^e, » » à » »; 21^e, » » à » »; 22^e, » » à » »; 23^e, » » à » »; 24^e, » » à » »; 25^e, » » à » ».

FAUCON SAINT-MARTIN. — Paille, 1^{re} qual., 26 » à 27 »; 2^e, 24 » à 25 »; 3^e, 22 » à 23 »; 4^e, 20 » à 21 »; 5^e, 18 » à 19 »; 6^e, 16 » à 17 »; 7^e, 14 » à 15 »; 8^e, 12 » à 13 »; 9^e, 10 » à 11 »; 10^e, 8 » à 9 »; 11^e, 6 » à 7 »; 12^e, 4 » à 5 »; 13^e, 2 » à 3 »; 14^e, 0 » à 1 »; 15^e, 0 » à 1 ».

FAUCON SAINT-MARTIN. — Paille de seigle, 1^{re} qual., 28 » à 29 »; 2^e, 26 » à 27 »; 3^e, 24 » à 25 »; 4^e, 22 » à 23 »; 5^e, 20 » à 21 »; 6^e, 18 » à 19 »; 7^e, 16 » à 17 »; 8^e, 14 » à 15 »; 9^e, 12 » à 13 »; 10^e, 10 » à 11 »; 11^e, 8 » à 9 »; 12^e, 6 » à 7 »; 13^e, 4 » à 5 »; 14^e, 2 » à 3 »; 15^e, 0 » à 1 ».

FAUCON SAINT-MARTIN. — Paille d'avoine, 1^{re} qual., 26 » à 27 »; 2^e, 24 » à 25 »; 3^e, 22 » à 23 »; 4^e, 20 » à 21 »; 5^e, 18 » à 19 »; 6^e, 16 » à 17 »; 7^e, 14 » à 15 »; 8^e, 12 » à 13 »; 9^e, 10 » à 11 »; 10^e, 8 » à 9 »; 11^e, 6 » à 7 »; 12^e, 4 » à 5 »; 13^e, 2 » à 3 »; 14^e, 0 » à 1 »; 15^e, 0 » à 1 ».

FAUCON SAINT-MARTIN. — Paille de blé, 1^{re} qual., 28 » à 29 »; 2^e, 26 » à 27 »; 3^e, 24 » à 25 »; 4^e, 22 » à 23 »; 5^e, 20 » à 21 »; 6^e, 18 » à 19 »; 7^e, 16 » à 17 »; 8^e, 14 » à 15 »; 9^e, 12 » à 13 »; 10^e, 10 » à 11 »; 11^e, 8 » à 9 »; 12^e, 6 » à 7 »; 13^e, 4 » à 5 »; 14^e, 2 » à 3 »; 15^e, 0 » à 1 ».

FAUCON SAINT-MARTIN. — Paille de seigle, 1^{re} qual., 28 » à 29 »; 2^e, 26 » à 27 »; 3^e, 24 » à 25 »; 4^e, 22 » à 23 »; 5^e, 20 » à 21 »; 6^e, 18 » à 19 »; 7^e, 16 » à 17 »; 8^e, 14 » à 15 »; 9^e, 12 » à 13 »; 10^e, 10 » à 11 »; 11^e, 8 » à 9 »; 12^e, 6 » à 7 »; 13^e, 4 » à 5 »; 14^e, 2 » à 3 »; 15^e, 0 » à 1 ».

FAUCON SAINT-MARTIN. — Paille d'avo